



Soutenu par la

 Coopération
Autrichienne pour
le Développement



RAPPORT SECURITAIRE BIANNUEL 2023-2024 DU NEWS-TOGO



**LE TOGO FACE AUX DEFIS DE CONSOLIDATION DE LA PAIX :
ANALYSE DES DONNÉES ISSUES DU MECANISME D'ALERTE
PRECOCE (NEWS-TOGO) DE WANEP-TOGO**



Janvier 2025

Sommaire

3	Sigles et abréviations
4	Mot du coordonnateur national a.i
5	Introduction
5	Présentation de WANEP-TOGO
5	Contexte de la rédaction de ce rapport
6	Enjeux sécuritaires croissants
6	Importance de la prévention des conflits et rôle de la société civile
9	I. Un aperçu du système NEWS
9	1. Notion et objectifs de l'alerte précoce
11	2. Présentation du système NEWS
15	II. Situation générale de la sécurité humaine au Togo : de 2023 à 2024
15	1. Notion de sécurité humaine
15	2. Les incidents majeurs enregistrés sur la période 2023 à 2024
16	3. Tableau des incidents enregistrés sur la période 2023 à 2024
17	4. Tableau Evolution des incidents : de 2023 à 2024
18	5. Analyse sur l'évolution des décès et blessés au cours de la période 2023 à 2024
19	6. Analyse de l'évolution des zones à risque au cours de la période 2020 à 2024
24	7. Analyse comparative des zones à risque de 2023 à 2024
26	III. Actions de réponse de WANEP-Togo
26	1. Documents produits par le NEWS entre 2023 et 2024
26	2. Quelques activités de réponse réalisées
28	3. Coopération et Partenariats de WANEP avec d'autres institutions
29	4. Défis, Perspectives et Leçons apprises
29	Défis
30	Perspectives
30	Leçons apprises dans la mise en œuvre du mécanisme d'alerte précoce en Afrique et au Togo
32	IV. Recommandations
32	Au Gouvernement
33	Aux partenaires au développement
33	A la société civile
34	Conclusion

SIGLES ET ACRONYMES

AFRIPOL	African Union mechanism for Police Cooperation
APSA	Architecture Africaine de Paix et de Sécurité
ANACRIM	Cellule d'Analyse de Renseignement Criminelle
APAC-TOGO	Association des Professionnelles Africaines de la Communication
APAC-TOGO	Association des Professionnelles Africaines de la Communication
ASDI	Agence Suédoise d'Aide au Développement International
CISSA	Comité des Services Renseignements et de Sécurité Africains
COEV	Crimes Organisés et Extrémisme Violent
CUA	Commission de l'Union Africaine
CNLPAL	Commission Nationale de Lutte contre la Prolifération des Armes Légères et de Petit Calibre
CACIT	Collectif des Associations contre l'Impunité au Togo
CEDEAO	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest
CIPLEV	Comité Interministériel de Prévention et de Lutte contre l'Extrémisme Violent
CNDH	Commission Nationale des Droits de l'Homme
CNVPS	Comité National de Veille sur la Paix et la Sécurité
COPAVE	Coalition Communautaire pour la Paix et la Promotion du Vivre Ensemble
C7 Afrique de l'Ouest	Changement Climatique Comme Cause de Conflit dans les Communautés Côtières de l'Afrique de l'Ouest
CRPS	Comité Régional pour la Paix et La Sécurité Communautaire
DECTD	Direction Exécutive du Comité Contre le Terrorisme
DG	Démocratie et Gouvernance
ECOWARN	ECOWAS Early Warning and Response Network/ Réseau d'Alerte Précoce et de Réponse de la CEDEAO
EI	Engins Explosifs Improvisés
FCIL	Fonds Canadiens d'Initiatives Locales
FDS	Force de Défense et de Sécurité
FPS	Femme, Paix et Sécurité
GANE	Groupes Armées Non Etatiques
GIZ	Agence de Coopération Internationale Allemande pour le Développement
HCRRUN	Haut-Commissariat à La Réconciliation et au Renforcement de l'Unité Nationale
IRI	International Republican Institute
JPS	Jeunesse, Paix et Sécurité
KAIPTC	Kofi Annan International Peacekeeping Training Centre / Centre International Kofi Annan de Formation au Maintien de la Paix
MAPPLEV	Mécanisme d'Alerte Précoce de Prévention et de lutte contre l'Extrémisme Violent
MASSPF	Ministère de l'Action Sociale, de la Solidarité et de la Promotion de la Femme
MATDCC	Ministère de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Chefferie Coutumière
MDHFCRIR	Ministère des Droits de l'Homme, de la Formation à la Citoyenneté, des Relations avec les Institutions de la République
MDA	Ministère des Armées
MSPC	Ministère de la Sécurité, de la Protection Civile
NEWS	National Early Warning System /Système National d'Alerte Précoce
ONU	Organisation des Nations Unies
ONUCT	Organisation des Nations Unies de lutte Contre le Terrorisme
OSC	Organisation de la Société Civile
PAL	Port Autonome de Lomé
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PPLM	Pain Pour le Monde
PTF	Partenaires Techniques et Financiers
PURS	Programme d'Urgence de Renforcement de la Résilience et de la Sécurité des communautés
RPGC	Recherche Plaidoyer et Gestion des Connaissances
SAP	Système d'Alerte Précoce
SE	Sécurité Environnementale
USAID	Agence des Etats-Unis pour le Développement International
UA	Union Africaine
UE	Union Européenne
UL	Université de Lomé
UNESCO	Organisation des Nations Unies l'Education, la Science et la Culture
UNFPA	Fonds des Nations Unies pour la Population
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
VBG	Violences Basées sur le Genre
WARN	Warning Alert Network Response / Alerte Précoce et Prévention des Conflits
WARM	WANEP Alert and Response Mechanism
WANEP	West Africa Network for PeaceBuilding
WANEP-Togo	West Africa Network for PeaceBuilding / Réseau Ouest Africain pour l'Edification de la Paix au Togo

Mot du coordonnateur national *a.i.*



La sous-région ouest-africaine connaît une mutation accélérée depuis quelques années en raison de nombreux défis de sécurité humaine. Ce changement complexe et multidimensionnel continue d'entraîner une dégradation de la sécurité humaine. Ce qui justifie de plus en plus la nécessité d'une synergie d'actions et de coopération multilatérale mobilisant aujourd'hui la société civile et les partenaires au développement en appui aux efforts de l'Etat.

S'inscrivant dans cette dynamique, le Réseau Ouest-africain pour l'Edification de la Paix au Togo (WANEP-Togo), s'est donné pour objectif non seulement d'accroître la résilience des communautés et renforcer la capacité des institutions à remplir leur mandat de façon efficace dans la sécurité humaine mais aussi d'augmenter sa capacité de recherche pour soutenir le plaidoyer politique, fournir des produits de connaissances pour une prise de décision efficace et tirer parti des partenariats. Dans ses objectifs visant à contribuer à la consolidation de la paix, dans une approche de non-violence et de tolérance, le réseau offre des services en matière de prévention, gestion, de résolution et transformation des conflits, aussi bien aux institutions de l'Etat, mais aussi aux Organisations de la Société Civile (OSC), aux entreprises privées, aux collectivités locales ainsi qu'aux citoyens.

Au cours de ces deux (2) dernières années (2023-2024), le réseau a, conformément à sa mission, continué de déployer des efforts en matière de monitoring, de collecte, d'analyse des risques d'insécurité humaine et de recherche d'actions de réponses correspondantes. Face à la recrudescence des actes de criminalité organisée et d'extrémisme violent, à la persistance des violences sexistes, de l'insécurité routière, environnementale et bien d'autres contingences liées à la démocratie et à la gouvernance, en passant par les défis sanitaires ; WANEP-TOGO a, grâce à son mécanisme d'alerte précoce, alerté les acteurs à différents niveaux et responsabilités et initié lui-même plusieurs actions de réponse, entre-autres : des actions de résolution de conflits et de renforcement de capacités, des projets visant à renforcer la résilience économique, des initiatives de médiation de conflits.

A travers ces différentes activités au cours de ces deux dernières années, plus de 4507 personnes ont été directement touchées dont 43,5% de femmes (1961) et 44,5% de jeunes (2006).

Nous voulons saluer l'engagement de l'Etat togolais dans la recherche des solutions à la paix, à la sécurité et à la cohésion sociale. De même que les Chancelleries et Organisations intergouvernementales pour leur appui dans l'atteinte de nos objectifs stratégiques et opérationnelles. Aux organisations de la société civile togolaise et internationale, nous disons merci pour l'esprit de collaboration et de complémentarité. Ce rapport présente, le fruit d'une synergie d'action, celle dont parlait **Alan Mulally** en ces termes : « *Si vous avez un objectif commun et un environnement dans lequel les gens veulent aider les autres à réussir, les problèmes seront résolus rapidement* ».

Seyram Y. ADIARPO

Introduction

Présentation de WANEP-TOGO

Le Réseau Ouest Africain pour l'Édification de la Paix au Togo en anglais West Africa Network for Peacebuilding (WANEP-Togo) est un réseau thématique et composé d'organisations, créé en 1998 à Accra au Ghana et lancé au Togo le 21 juin 2002 à Lomé.

La branche Togolaise du Réseau Ouest africain pour l'édification de la paix (WANEP-Togo) est composée de seize (16) organisations de la société civile togolaise. Elle offre des services en prévention, gestion, résolution, et transformation des conflits à travers ses programmes : Alerte Précoce et Prévention des Conflits (WARN), Jeunesse, Paix et Sécurité (JPS) ; Femme, Paix et Sécurité (FPS) ; Relations Etat-Citoyens (REC) ; Recherche, Plaidoyer et Gestion des Connaissances (RPGC).

Selon son plan stratégique 2020-2025, WANEP-Togo travaille sur la base de six (6) objectifs stratégiques à savoir :

- i. **Objectif stratégique 1** : Renforcer l'utilisation du mécanisme d'alerte précoce et de réponse ;
- ii. **Objectif stratégique 2** : Renforcer la capacité des femmes et des filles à influencer les politiques publiques et ouvrir des espaces de dialogue pour leur contribution significative à la résolution des problèmes émergents de paix et de sécurité ;
- iii. **Objectif stratégique 3** : Élargir les programmes d'éducation pour la paix et soutenir la participation et la voix des jeunes dans les questions de gouvernance, de paix et de sécurité ;
- iv. **Objectif stratégique 4** : Accroître la résilience des communautés et renforcer la capacité des institutions à remplir leur mandat de façon efficace dans la sécurité humaine ;
- v. **Objectif stratégique 5** : Augmenter la capacité de recherche de WANEP-TOGO pour soutenir le plaidoyer politique, fournir des produits de connaissances pour une prise de décision efficace et tirer parti des partenariats ;
- vi. **Objectif stratégique 6** : Renforcer les capacités institutionnelles de la Coordination et celles des organisations membres pour que WANEP-TOGO remplisse son mandat.

WANEP-Togo a ses bureaux à Lomé, avec un bureau annexe à Dapaong.

Contexte de la rédaction de ce rapport

Poursuivant sa mission d'édification de la paix et ambitionnant de renforcer l'efficacité opérationnelle et l'impact de son Système National d'Alerte Précoce (NEWS), WANEP-TOGO vise à contribuer à une réponse politique et pratique décentralisée, aux menaces existantes et émergentes à la paix et à la sécurité au Togo. Elaboré par l'équipe du Programme Alerte Précoce et Prévention des Conflits, ce rapport tient compte des enjeux sécuritaires croissants et de la nécessité de prévenir les conflits dans un élan d'ensemble.

Enjeux sécuritaires croissants

Le Togo, à l'instar de nombreux pays de la sous-région ouest-africaine, fait face ces dernières années à des enjeux sécuritaires multidimensionnels qui influencent directement la sécurité humaine de sa population. Depuis le mois de janvier 2023 à décembre 2024, 810 incidents, occasionnant plus de 501 décès ont été enregistrés par les systèmes¹ d'Alerte Précoce de WANEP-TOGO. Des données qui mettent en lumière l'influence et la recrudescence des actes de criminalité organisée et d'extrémisme violent. A ces situations à risque s'ajoutent la persistance des violences sexistes, de l'insécurité routière ; des incidents affectant la sécurité environnementale ; les défis liés aux questions de protection des droits de l'homme et de l'espace civique. Ces défis sont exacerbés par des facteurs tels que l'instabilité régionale marquée par des tentatives de coup d'Etat (Guinée Bissau et Guinée Conakry)² et des coups d'état militaires au Mali, Burkina-Faso et Niger ; les conflits interétatiques (entre la Côte d'Ivoire et le Mali, entre le Bénin et le Niger) ; des crises diplomatiques entre la Communauté Economique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et des certains Etats du Sahel et la création de l'AES ; les pressions économiques ; l'impact des crises sanitaires mondiales et régionales ; les défis liés aux changements climatiques.

La menace terroriste, en particulier, est devenue une préoccupation majeure, avec une recrudescence des activités des groupes extrémistes violents dans les pays voisins, notamment au Burkina Faso et au Bénin. Ces dynamiques transfrontalières ont aussi contribué à augmenter le risque d'incursions au Togo, surtout dans les zones septentrionales.

Importance de la prévention des conflits et rôle de la société civile

Ce contexte appelle une collaboration renforcée entre l'État, les partenaires internationaux, et la société civile pour garantir une sécurité durable et inclusive. C'est justement en mesurant le rôle stratégique des acteurs non-étatiques dont la société civile dans la prévention des conflits, que l'ancien Secrétaire Général de l'Organisation des Nations unies (ONU), Kofi ANNAN, au lancement de la Décennie internationale de la prévention des catastrophes naturelles en 1999, a fait cette importante déclaration, en ces termes : « *La politique de prévention est trop importante pour être laissée aux seuls gouvernements et agences internationales. Pour réussir, la Société civile doit elle aussi être engagée de la même façon que le secteur privé et les médias*³ ». Devant les membres du Conseil de sécurité, le 16 novembre 2021, le Secrétaire Général de l'ONU António Guterres a « *regretté que la prévention ne bénéficie pas toujours de l'attention qu'elle mérite. Selon lui, cela s'explique peut-être par le fait qu'il est difficile de mesurer les résultats d'un conflit évité. Mais la prévention est absolument indispensable à une paix durable. Et la prévention est la raison de l'existence des Nations Unies* »⁴.

¹ Système National d'Alerte Précoce/National Early Warning System (NEWS-TOGO) opérationnel depuis janvier 2014 à ce jour et le Mécanisme d'Alerte Précoce, de Prévention et de Lutte contre l'Extrémisme Violent (MAPPLEV), lancé depuis le 1er décembre 2022.

² Respectivement 30 novembre au 1er décembre 2023 05 septembre 2021

³ <https://press.un.org/fr/1999/19990909.sg2059.doc.html>, consulté le 17 octobre 2024

⁴ Diplomatie préventive : « La prévention est absolument indispensable à une paix durable » - Guterres | ONU Info

En effet «*La prévention des conflits consiste à faire en sorte que les sociétés deviennent résilientes face aux conflits violents en renforçant les capacités locales pour la paix (systèmes, ressources, structures, attitudes et compétences)*»⁵. C'est dans cette dynamique que s'inscrivent au jour le jour, les actions qu'entreprend WANEP-TOGO dans sa contribution aux efforts d'édification de la paix au Togo.

L'élaboration du présent rapport de sécurité humaine sur la période 2023 à 2024, souligne une fois encore l'importance que la branche Togolaise du Réseau Ouest africain pour l'édification de la paix (WANEP-TOGO) accorde à la dimension préventive des situations à risque au Togo. Les sections de ce rapport seront essentiellement consacrées à **la présentation de l'aperçu du système d'alerte précoce de WANEP-TOGO** avec un accent sur ses objectifs et son fonctionnement **(I)**, **un bilan sur la situation générale liée à la sécurité humaine durant la période de 2023 à 2024 (II)** avec en toile de fond l'analyse des données disponibles. Ensuite, la troisième partie sera consacrée **aux actions de réponse entreprises par le Réseau au cours de cette période (III)**. Enfin, il sera abordé **les défis rencontrés et les perspectives que nous envisageons pour les années à venir (IV)** ainsi que **des recommandations à l'endroit des différents partenaires à l'édification de la paix au Togo (V)**.

⁵ Agence Suédoise d'Aide au Développement International (ASDI), Extrait de : Paix et conflits (aperçu thématique) Prévention des conflits, décembre 2017, www.sida.se



**Le système
NEWS-Togo**

I. Un aperçu du système NEWS

Dans sa mission de contribuer à la consolidation de la paix dans une approche de non-violence et de tolérance, WANEP-TOGO a mis en place depuis 2013, son Système National d'Alerte Précoce (NEWS). Il est essentiel pour la compréhension de notre approche, de préciser à l'entame, notre conception de la notion d'alerte précoce, ses objectifs ainsi que sa place dans les moyens de la diplomatie préventive.

1. Notion et objectifs de l'alerte précoce

1.1. Définition

La notion « d'Alerte Précoce » a récemment fait son apparition dans le domaine de la décision politique et de la prévention des conflits. Selon le Forum on Early Warning and Early Response, l'alerte précoce est « *la collecte systématique et l'analyse de l'information sur des régions en crise et dont la vocation est a) d'anticiper le processus d'escalade dans l'intensité du conflit, b) de développer des réponses stratégiques à ces crises, c) de présenter des options d'action aux acteurs concernés afin de faciliter la prise de décision*⁶».

En effet l'alerte précoce est une procédure ou un mécanisme organisationnel pour la **collecte** et l'**analyse systémiques** de l'information, et la **communication ultérieure** des résultats de cette analyse aux décideurs politiques sous une forme qui serait facilement reconnaissable pour éclairer la réponse. Cela implique la lecture d'indicateurs spécifiques comme des signaux et des modèles de signaux et la traduction de ces modèles en une sorte d'anticipation de la probabilité de l'émergence ou de l'escalade du conflit violent. Il existe des systèmes d'alerte précoce dans des domaines divers tels que la géologie, la sécurité alimentaire, la sécurité humaine.

La composante de la sécurité humaine prend en compte les notions comme :

- La Sécurité économique avec des questions sur : le Chômage, la précarité de l'emploi, l'inflation, etc.
- La Sécurité alimentaire avec des questions sur : la Famine, le stress alimentaire, etc...
- La Sécurité sanitaire prenant en compte les difficultés d'accès aux soins, aux pandémies, aux épidémies, aux épizooties, etc...
- La Sécurité de l'environnement avec des questions sur : le Feux de brousse, la coupe abusive du bois, le braconnage, etc...
- La Sécurité personnelle avec des incidents sur les agressions physiques, la criminalité, des formes de violences, le travail des enfants, etc...
- La Sécurité de la communauté prenant en compte les questions liées aux tensions intercommunautaires, religieuses, la stigmatisation, etc...

⁶ in Thesaurus and Glossary of Early Warning and Conflict Prevention Terms, by Alex Schmid - PIOOM - Synthesis foundation (Erasmus University, may 1998 - FEWER.

- La Sécurité politique prenant en compte les pressions politiques, les violations des droits de l'homme, etc...

1.2. Objectifs visés par l'alerte précoce

Lors de la journée mondiale de la météorologie, l'actuel Secrétaire général des Nations Unies António Guterres a affirmé que : « *le tiers de la population mondiale, principalement dans les pays les moins avancés et les petits États insulaires en développement, ne bénéficie toujours pas de systèmes d'alerte rapide. [...] Alerter et agir rapidement, c'est sauver des vies*⁷ ». L'alerte précoce permet donc d'améliorer la capacité des décideurs à prendre des décisions stratégiques sur la base d'une meilleure connaissance de l'environnement des opérations, des options disponibles pour la réponse ou l'action et, enfin, des implications de chaque décision ou option prise.

1.3. Importance de l'alerte précoce dans la diplomatie préventive

La diplomatie vise à prévenir d'éventuels conflits entre deux ou plusieurs États. La diplomatie préventive sert à éviter les conflits avant qu'ils ne surviennent, car il est difficile de les résoudre une fois qu'ils surviennent. « *La collecte précoce d'informations en temps utile constitue le point de départ de la diplomatie préventive. L'alerte précoce en cas de différend doit être suivie d'une action diplomatique rapide, et l'éradication des causes du conflit doit être entreprise par des méthodes de consolidation de la paix*⁸ ». Soulignant l'importance d'agir en amont pour éviter l'escalade de conflits violents, Michael Lund , dans *Preventing Violent Conflicts: A Strategy for Preventive Diplomacy (1996)*, fait remarquer que « *la détection des signes avant-coureurs permet de déployer des mesures diplomatiques, telles que la médiation ou l'intervention des Nations Unies, afin de désamorcer les tensions .L'une des fonctions de l'alerte précoce est d'identifier les sources de tension avant qu'elles ne s'aggravent*⁹ ». En anticipant les moments critiques, comme par exemple des élections contestées, les mouvements de protestation ou les tensions interethniques, les acteurs nationaux et internationaux peuvent prendre des mesures de désescalade, telles que la médiation ou l'envoi d'observateurs internationaux. Ainsi, les systèmes d'alerte précoce renforcent les mécanismes globaux d'évaluation des menaces pesant sur les civils, et permettent d'adopter des mesures proactives pour prévenir, anticiper et/ou répondre aux contingences. Le Système National d'Alerte précoce (NEWS) de WANEP-TOGO, conçu et déployé dans le cadre plus large du Mécanisme d'Alerte et de Réponse de WANEP (WARM¹⁰) tire toute sa raison d'être de cette vision de la diplomatie préventive des conflits.

⁷ António Guterres, 23 mars 2022, Journée mondiale de la météorologie <https://www.un.org/fr/climatechange/early-warnings-for-all> (consulté le 20 janvier 2024)

⁸ Diplomatie préventive et prévention des conflits

⁹ Michael Lund, "Preventing Violent Conflicts: A Strategy for Preventive Diplomacy", US Institute of Peace Press 1996

¹⁰ WANEP Alert and Response Mechanism (WARM)

2. Présentation du système NEWS

2.1. Le Fonctionnement du NEWS (organigramme, acteurs et articulation avec les autres SAP)

Le NEWS-Togo a été lancé en 2013 avec la formation des premiers moniteurs communautaires. Ces moniteurs ont été déployés sur l'ensemble du territoire togolais et ont pour mission de collecter des informations à partir desquelles, ils renseignent le système d'alerte précoce informatisé et mis en ligne, dont l'objectif est d'informer sur les défis liés à la paix et à la sécurité humaine d'une part, et d'autre part, d'attirer l'attention des décideurs sur les actions de réponse et les stratégies d'intervention possibles. Il faut noter que les données du système sont collectées à base de sources ouvertes comme l'internet, les journaux, la radio, la télévision, les relations et réseaux d'amis, les réseaux sociaux et autres sources d'informations crédibles.

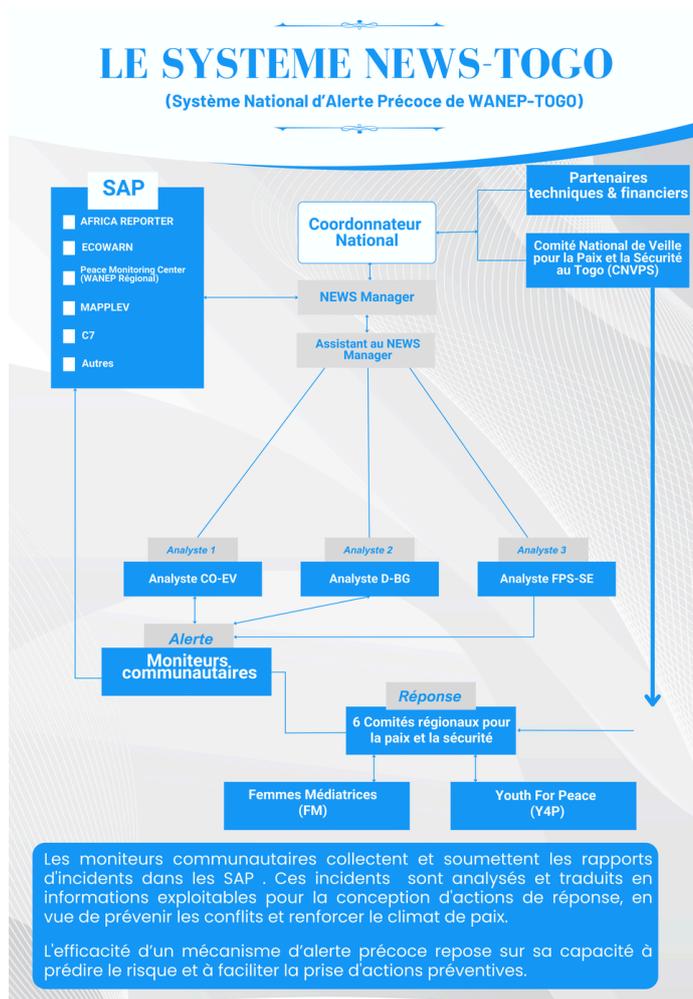
Le système est accessible au www.wanep.org/news/ et génère chaque jour des données fournies par 31 moniteurs communautaires (26 hommes et 5 femmes) couvrant les 39 préfectures du pays. Ces moniteurs collectent et soumettent des informations de sources disponibles au grand public, à l'aide d'une grille d'indicateurs répartis en quatre thématiques à savoir : Crime et Extrémisme violent, Démocratie et Gouvernance, Femmes - Paix et Sécurité, puis Sécurité Environnementale. Les incidents soumis par les moniteurs communautaires permettent à l'équipe NEWS de disposer de données sur la situation de paix et de sécurité et d'identifier les situations à risque dans différentes communautés. A un autre niveau, une autre équipe constituée d'analystes traite ces données et produit de différents rapports d'alerte, sous la supervision du responsable du système appelé NEWS-Manager, assisté de son adjoint(e). Toutes les données collectées s'inscrivent nécessairement dans l'une de ces quatre thématiques.

2.2. Le système NEWS et sa coopération avec la CEDEAO et l'Union Africaine

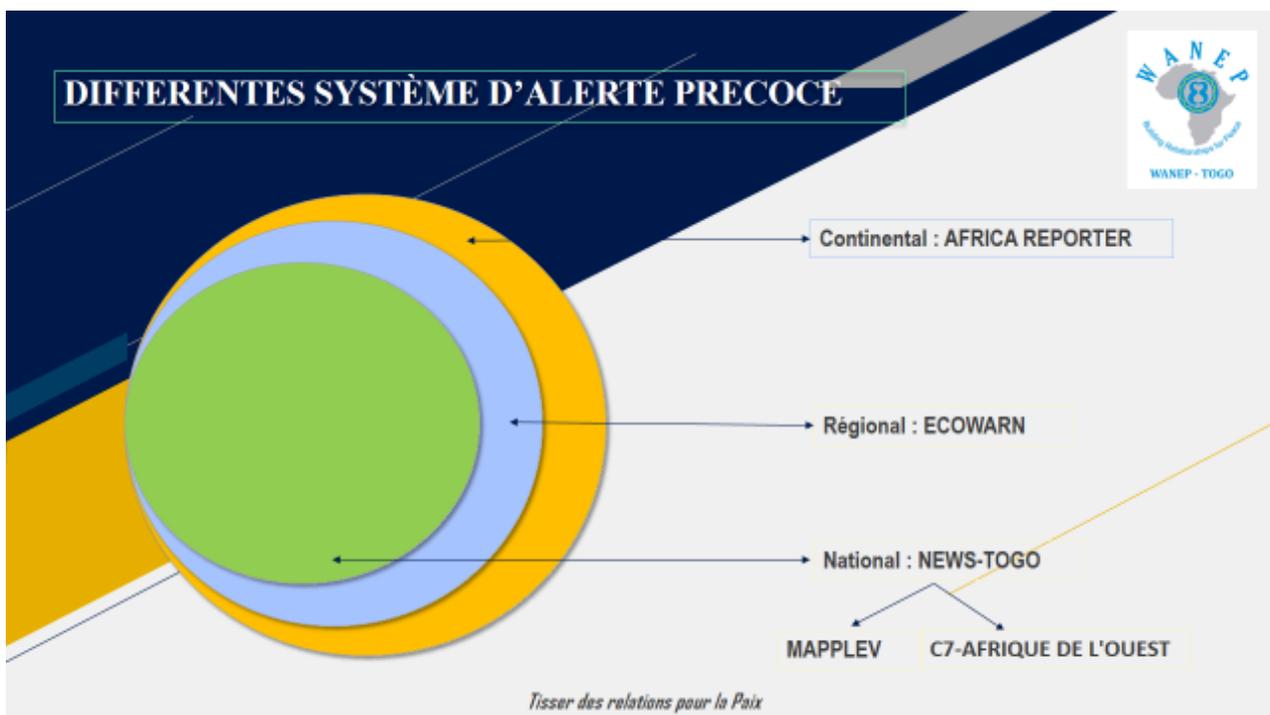
Conscient que la consolidation de la paix ne peut se faire que par la prévention efficace des conflits, le Réseau Ouest Africain pour l'Edification de la Paix (WANEP Régional) a signé dans le cadre de la mise en œuvre de son système d'alerte précoce et de réponse rapide, un protocole d'accord avec la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) en 2006, et la Commission de l'Union africaine, en 2015, pour fournir des données respectivement au système ECOWARN de la CEDEAO et Africa Reporter de l'Union Africaine.

En effet la CEDEAO et l'Union Africaine bénéficient à la fois de l'expertise des réseaux nationaux de WANEP,¹¹ dans la gestion de leurs Systèmes Nationaux d'Alerte Précoce, mais aussi des produits rendus disponibles par ces systèmes.

En collaboration avec la CEDEAO, les réseaux membres de WANEP dont le Togo, produisent des rapports d'alerte précoce et conçoivent des stratégies de réponse appropriées en conjonction avec les différentes architectures de sécurité nationales et régionales pour leur permettre de répondre aux conflits, aux crises émergentes et d'engager des dialogues politiques. WANEP a également un protocole d'accord avec la Commission de l'Union Africaine (CUA) où un chargé de liaison de WANEP est basé, pour soutenir la CUA dans la mise en œuvre de l'Architecture Africaine de Paix et de Sécurité (APSA).



¹¹ La mention de WANEP sans y ajouter Togo, fait référence au WANEP-Régional, dont les bureaux sont situés à Accra (Ghana)



2.3. Les produits du NEWS

WANEP-TOGO produit des rapports d'alerte et conçoit des stratégies de réponse appropriées en conjonction avec les différentes architectures de sécurité nationales et régionales pour leur permettre de répondre aux conflits, aux crises émergentes et d'engager des dialogues politiques. Dans le cadre de l'animation du système d'alerte précoce NEWS, des rapports sont produits aussi bien dans une perspective réactive que proactive. Au nombre des rapports produits figurent : les rapports d'incidents, les rapports hebdomadaires, les bulletins sécuritaires mensuels, les rapports sécuritaires trimestriels et annuels, des rapports d'alerte, des quick Update, des rapports de situation tracking, des policy Brief, etc.

Types de Rapports produits à partir des données d'alerte précoce



Situation générale de la sécurité humaine au Togo : de 2023 à 2024

II. Situation générale de la sécurité humaine au Togo : de 2023 à 2024

1. Notion de sécurité humaine

1.1. Le concept

Le concept a été popularisé par le Rapport sur le développement humain du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) en 1994. Il repose sur la protection humaine contre sept (7) menaces d'insécurité : insécurité économique, alimentaire, sanitaire, environnementale, personnelle, communautaire et politique¹². La sécurité humaine met l'accent sur la protection des individus contre des menaces variées qui affectent leur bien-être et leur dignité. Son objectif principal est de garantir aux individus la liberté de vivre à l'abri de la peur, à l'abri du besoin et dans la dignité. La sécurité humaine utilise une approche holistique et centrée sur les personnes et vise à répondre aux besoins fondamentaux et à promouvoir les droits humains. La sécurité humaine et la sécurité d'Etat ne poursuivent pas toutes deux (2), les mêmes objectifs.

1.2. Différence entre la sécurité humaine et la sécurité d'Etat

Pendant que la sécurité humaine se concentre sur la protection des individus, et de leurs droits fondamentaux englobant des menaces variées telles que la pauvreté, la violence et les crises environnementales¹³, la sécurité d'Etat se concentre sur la protection des intérêts de l'État face aux menaces extérieures pouvant mettre en danger la stabilité et l'intégrité territoriale d'un pays.

2. Les incidents majeurs enregistrés sur la période 2023 à 2024

Thématiques	Incidents les plus récurrents
Crimes organisés et Extrémisme violent	<ul style="list-style-type: none">• Menaces des Groupes Armés Non Etatiques (GANEs) et attaques armées, Attaque des civils• Actes de criminalité (Meurtres, Assassinats, Braquages, cambriolages, vols à main armée, embuscades, etc.)• Assassinats/meurtres/homicides• Explosion d'engins explosifs• Vols de bétail• Enlèvements

¹³Humanitarian Library, https://www.humanitarianlibrary.org/sites/default/files/2014/02/HSR_MiniAtlasOfHumanSecurityFR.pdf, consulté le 23/01/2025 à 17h47

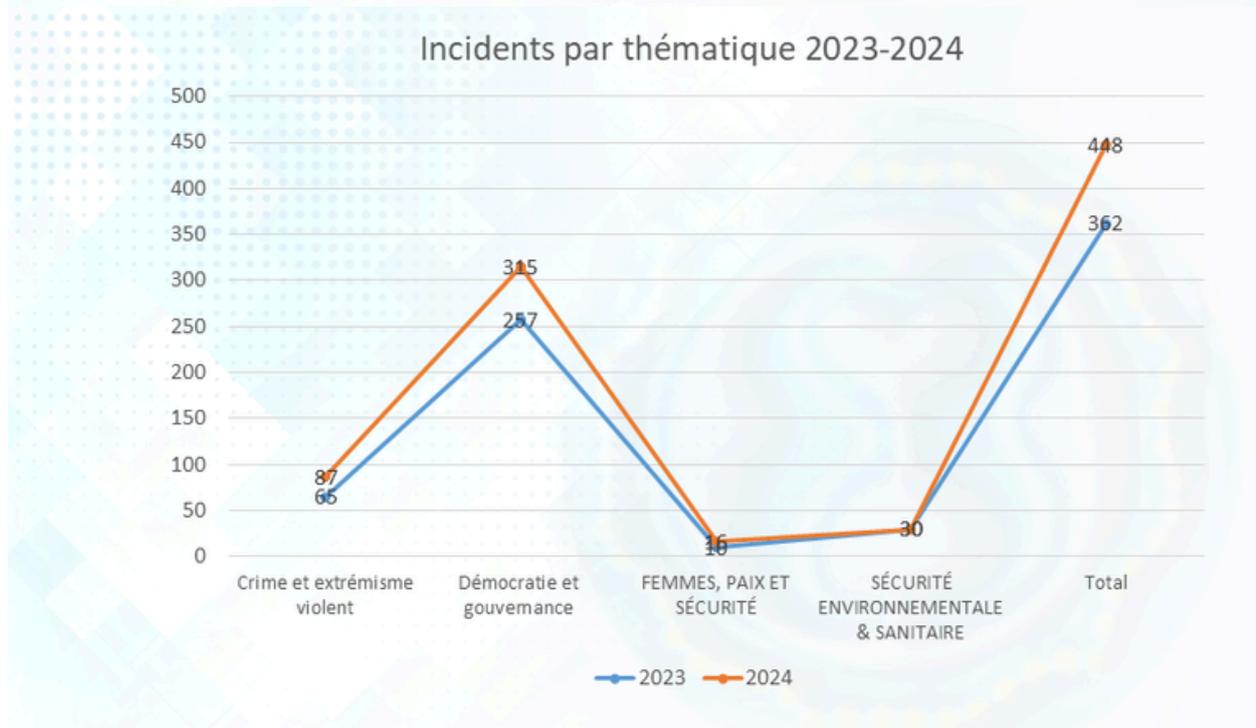
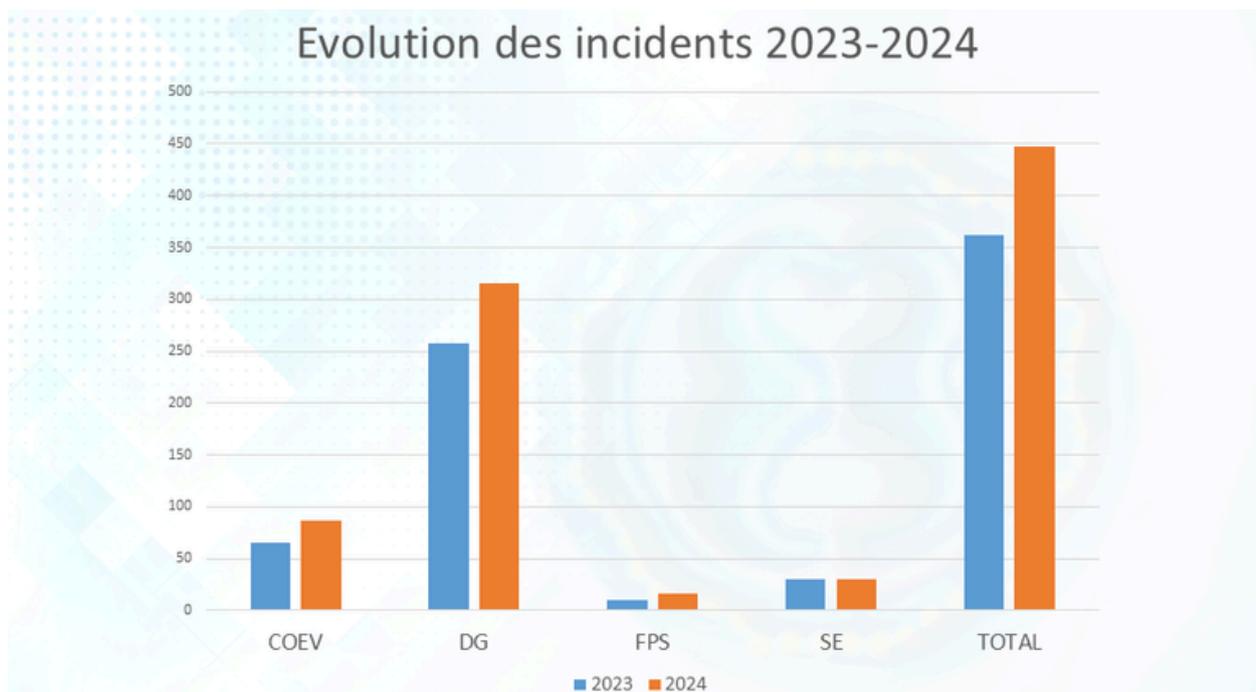
Démocratie et Gouvernance	<ul style="list-style-type: none"> • Accidents de circulation; • Mesures gouvernementales • Réactions des partis politiques sur les questions politiques, sociales, économiques, sanitaires du pays; • Conflits agropastoraux • Incendies (maisons, marchés, PAL¹⁴, centres commerciaux...) • Sanctions contre des médias • Interdictions de manifestation • Adoption d'une nouvelle constitution
Femmes Paix et Sécurité	Violence basée sur le Genre (Viols, agressions physiques, mariage d'enfant, etc.)
Sécurité environnementale et Sanitaire	<ul style="list-style-type: none"> • Foyers des maladies épidémiques : Cholera, Rougeole, fièvre Lassa, Méningite... • Noyades ; • Pluies violentes et diluviennes et inondations • Vents violents

3. Tableau des incidents enregistrés sur la période 2023 à 2024

Années	Crime et extrémisme violent		Démocratie et gouvernance		Femme, paix et sécurité		Sécurité environnementale et sanitaire		TOTAL	
	2023	2024	2023	2024	2023	2024	2023	2024	2023	2024
TOTAL	65	87	257	315	10	16	30	30	362	448

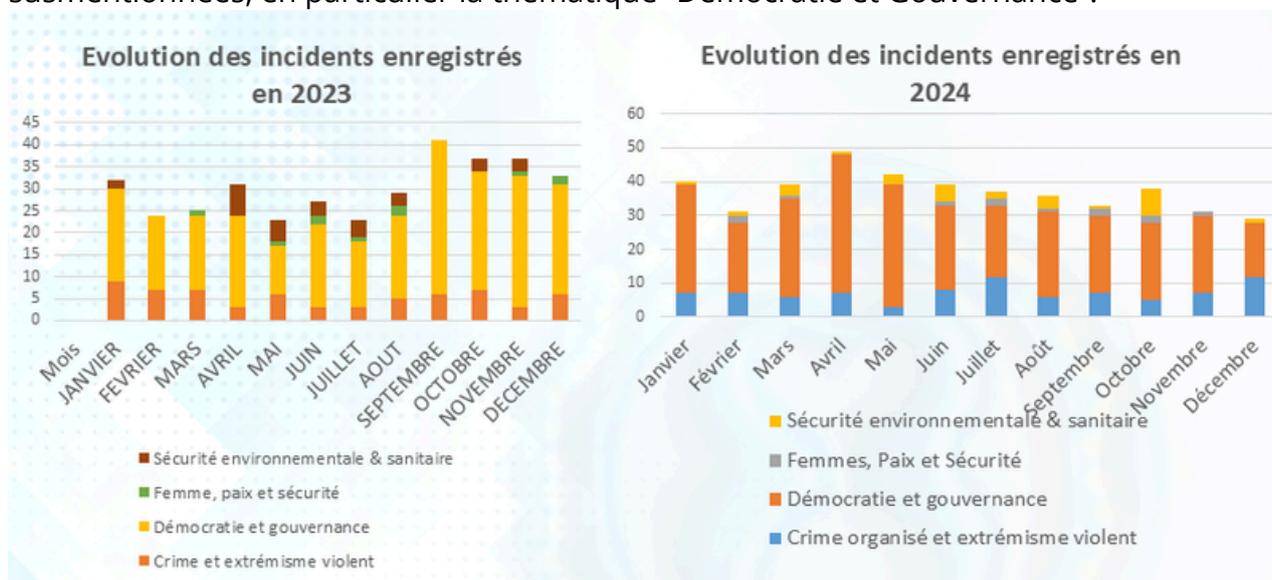
¹³Port autonome de Lomé

4. Tableau Evolution des incidents : de 2023 à 2024



On observe une hausse significative du nombre d'incidents liés aux Crimes et à l'extrémisme violent, passant de 65 en 2023 à 87 en 2024. La thématique Démocratie et gouvernance présente le plus grand nombre d'incidents, avec également une augmentation des incidents en 2024 montrant que cette thématique nécessite de l'attention. Au niveau de la thématique **Femmes, paix et sécurité**, les données sont également en pleine progression, confirmant avec les derniers cas majeurs de viol, dont celle de la petite Josiane (décès en 2023) et le suicide de la fillette Justine, mariée de force (décès en 2024). La situation inquiétante sous cette thématique. La thématique **Sécurité environnementale** affichant un nombre égal d'incidents, avec 30 en 2023 et 30 en 2024, révèle des données sur les contingences liées aux inondations et aux défis sanitaires.

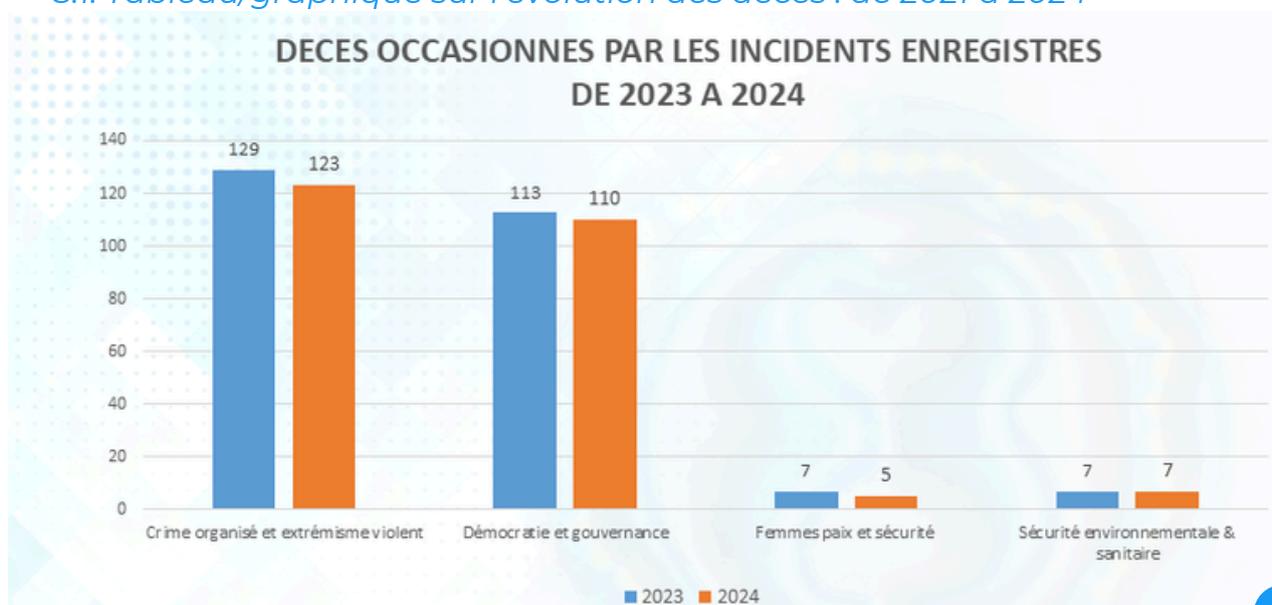
Le total des incidents enregistrés est passé de 362 en 2023 à 448 en 2024, mettant en évidence une augmentation globale du nombre d'incidents sur l'ensemble des thématiques. L'augmentation globale des incidents de 2023 à 2024 indique une tendance préoccupante sur l'ensemble dans les domaines couverts par les thématiques susmentionnées, en particulier la thématique "Démocratie et Gouvernance".

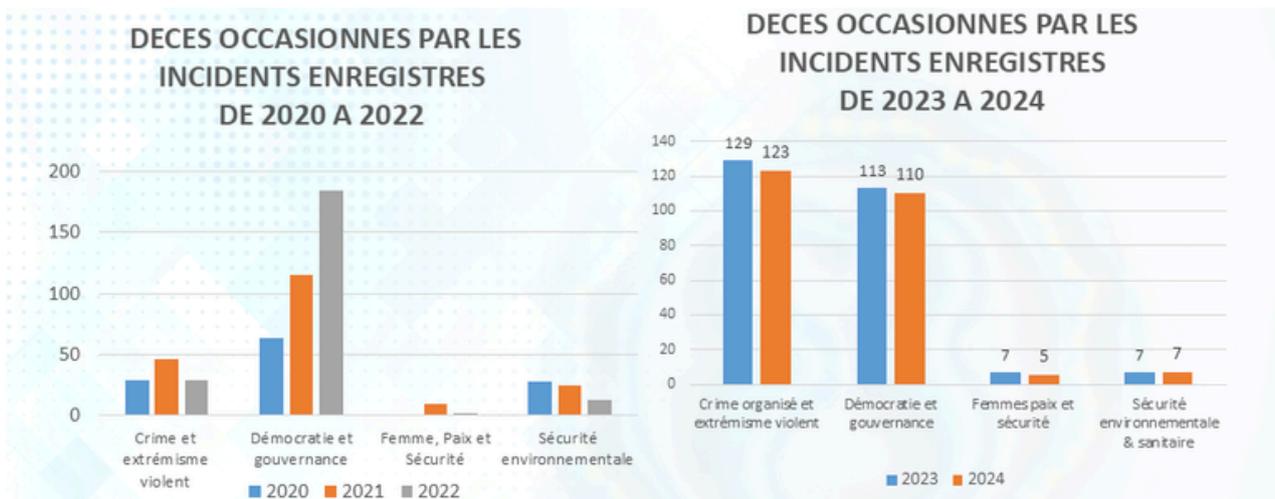


Ces données graphiques illustrent le nombre d'incidents pour chaque catégorie sur les deux années. Une augmentation des incidents liés au « Crime Organisé et Extrémisme violent (COEV)» et à la « Démocratie et Gouvernance (DG) » est notable en 2024. Les incidents majeurs enregistrés sur la thématique COEV, sont entre-autres : les crimes rituels, les braquages, les vols à main armée et les actes liés à l'extrémisme violent. Quant à la thématique Démocratie et Gouvernance (DG), la recrudescence des accidents de circulation ; les réactions des partis politiques, des acteurs de la société civile sur des défis des droits de l'homme, de l'espace civique ; l'augmentation du phénomène des incendies (maisons, marchés, lieux de commerce...) ; des noyades et des cas de suicide.

5. Analyse sur l'évolution des décès et blessés au cours de la période 2023 à 2024

5.1. Tableau/graphique sur l'évolution des décès : de 2021 à 2024





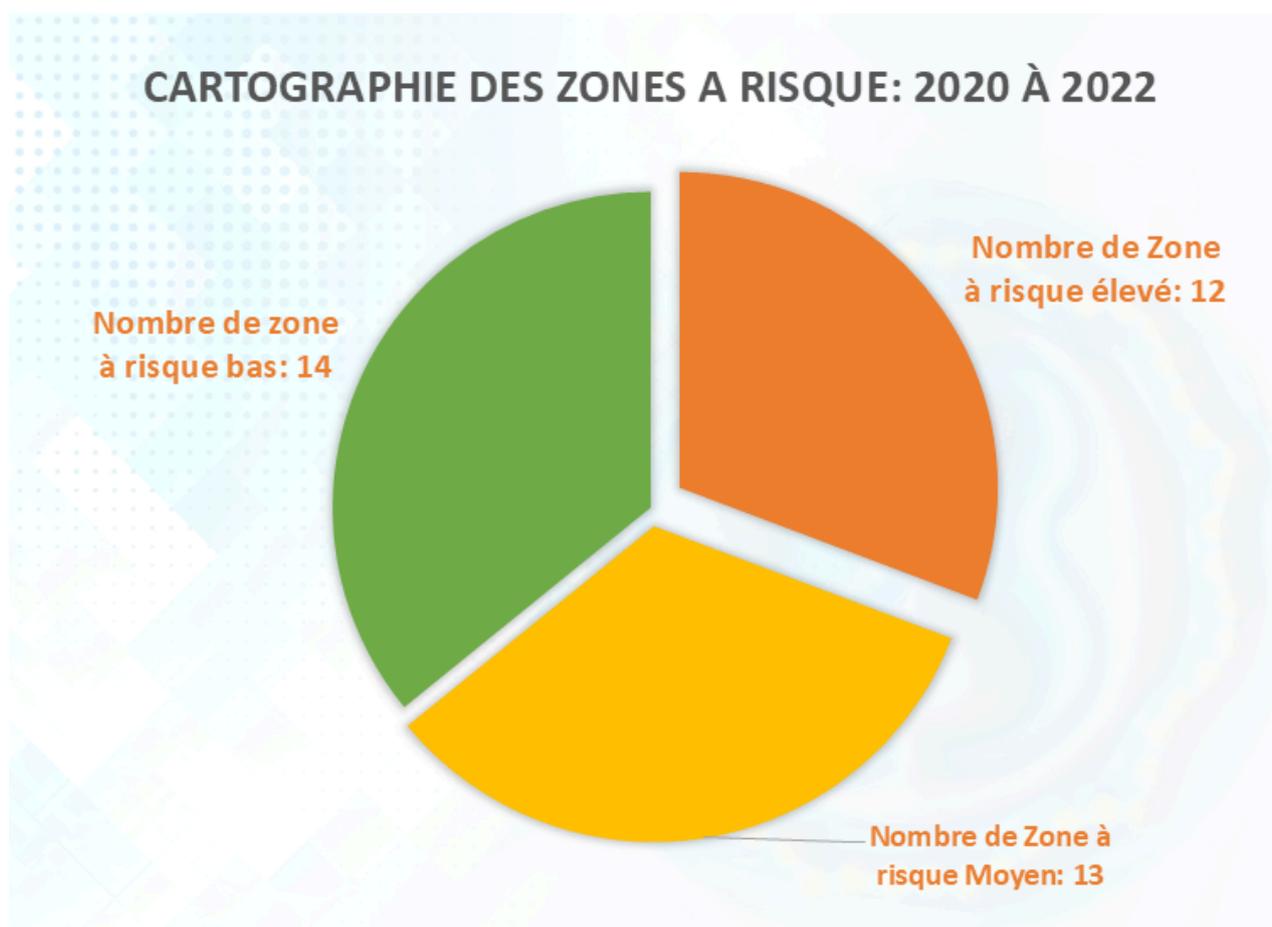
Les chiffres sur les décès ont connu ces deux dernières années une progression, comparativement à la période 2020 à 2022, surtout en ce qui concerne la criminalité organisée et l'extrémisme violent. Une situation qui devient de plus en plus préoccupante. En 2024, la courbe tend à décroître. On peut justifier cela par l'impact des mesures holistiques de prévention et de lutte contre la criminalité organisée et l'extrémisme violent, mises en œuvre par l'Etat et les différents acteurs impliqués dont la société civile. Cependant ces résultats suscitent une double réflexion sur **la pertinence et l'efficacité des actions de prévention et de lutte contre ces phénomènes** d'une part et d'autre part **sur la façon dont les acquis de la prévention et de la lutte contre le crime organisé et l'extrémisme violent sont consolidés**. Sous la thématique Démocratie et Gouvernance, le nombre d'incidents enregistrés est resté relativement important. Les données sur la période de 2020 à 2022 ont révélé 363 incidents alors que sur la période 2023 à 2024, cette thématique a totalisé 223 incidents, soit environ 2/3 des incidents enregistrés. Une situation qui montre que des efforts doivent être encore déployés pour éviter et/ou atténuer les situations à risque liées aux questions de démocratie et gouvernance telles que : la recrudescence des accidents de circulation; les problématiques liées aux droits de l'homme ; à l'espace civique; à l'évolution croissante du phénomène des incendies (maisons, marchés, lieux de commerce...), aux noyades et aux cas de suicide.

6. Analyse de l'évolution des zones à risque au cours de la période 2020 à 2024

6.1. Classification des incidents selon leur échelle

	Elevé	Moyen	Bas/Négligeable
Typologie des Echelles	Possibilité de déstabilisation politique/instabilité	Effet significatif sur la déstabilisation politique	Faible effet sur la déstabilisation politique
	Nombre élevé de décès (au-dessus de 20)/dommages matériels élevés	Perte en vie humaine significative reporté	Perte en vie (0 à 5) et la destruction/perde de propriété/biens significative
	Nombre élevé de personnes affectées (population incapable de s'en sortir) et Faible capacité de réponse de l'Etat	Capacité de réponse modérée de l'Etat	Forte capacité de réponse de l'Etat

6.2. Rappel de la situation des zones à risques du rapport triannuel de 2020 à 2022

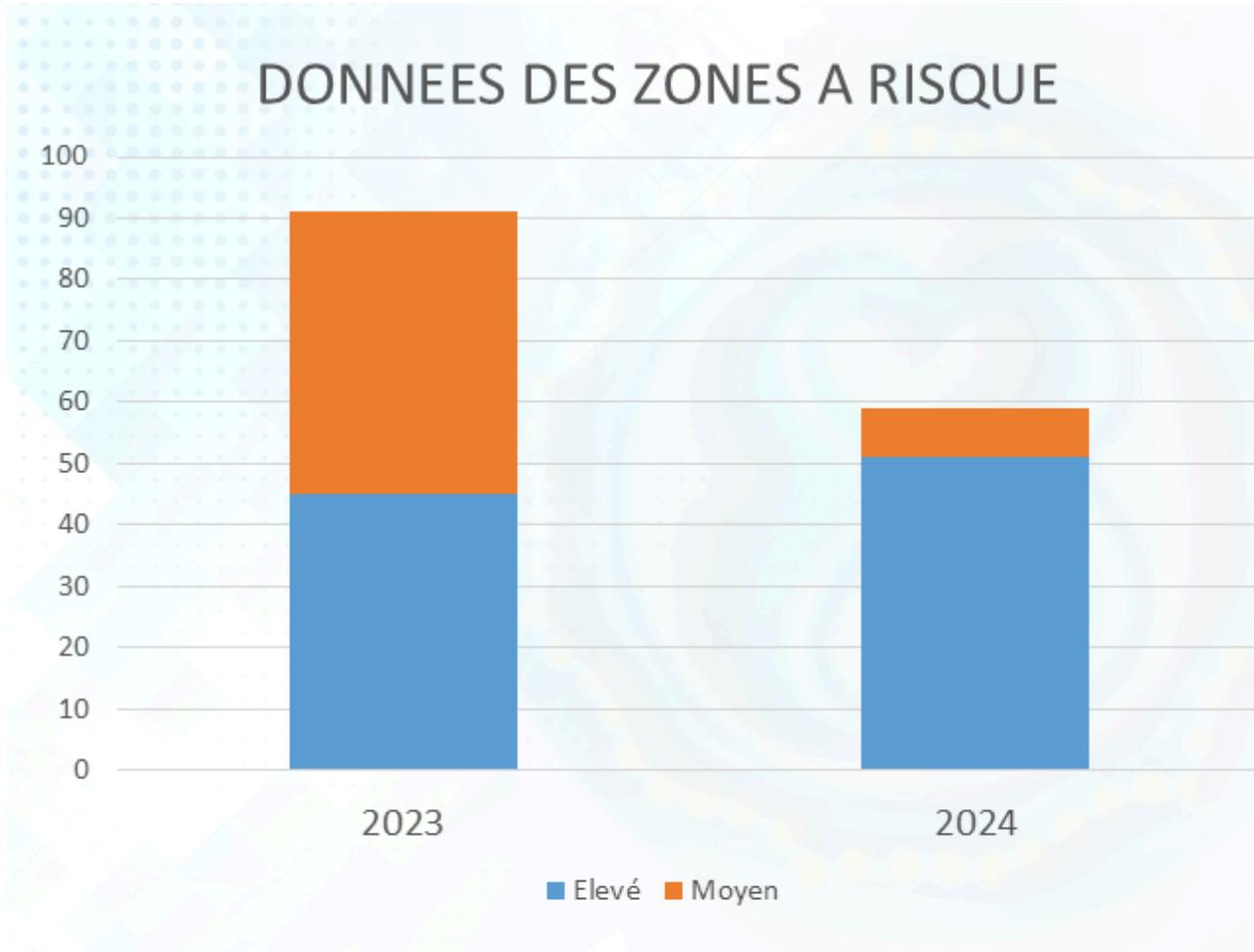


Sur la période de 2020 à 2022, plus de 12 localités (préfectures) ont été classées comme zones à risque élevé et 13 autres comme zone à risque moyen, compte tenu respectivement de l'échelle de la gravité des incidents ayant eu lieu sur ces territoires ou de la fréquence des incidents qui y se sont déroulés.

6.3. Cartographie des zones à risque

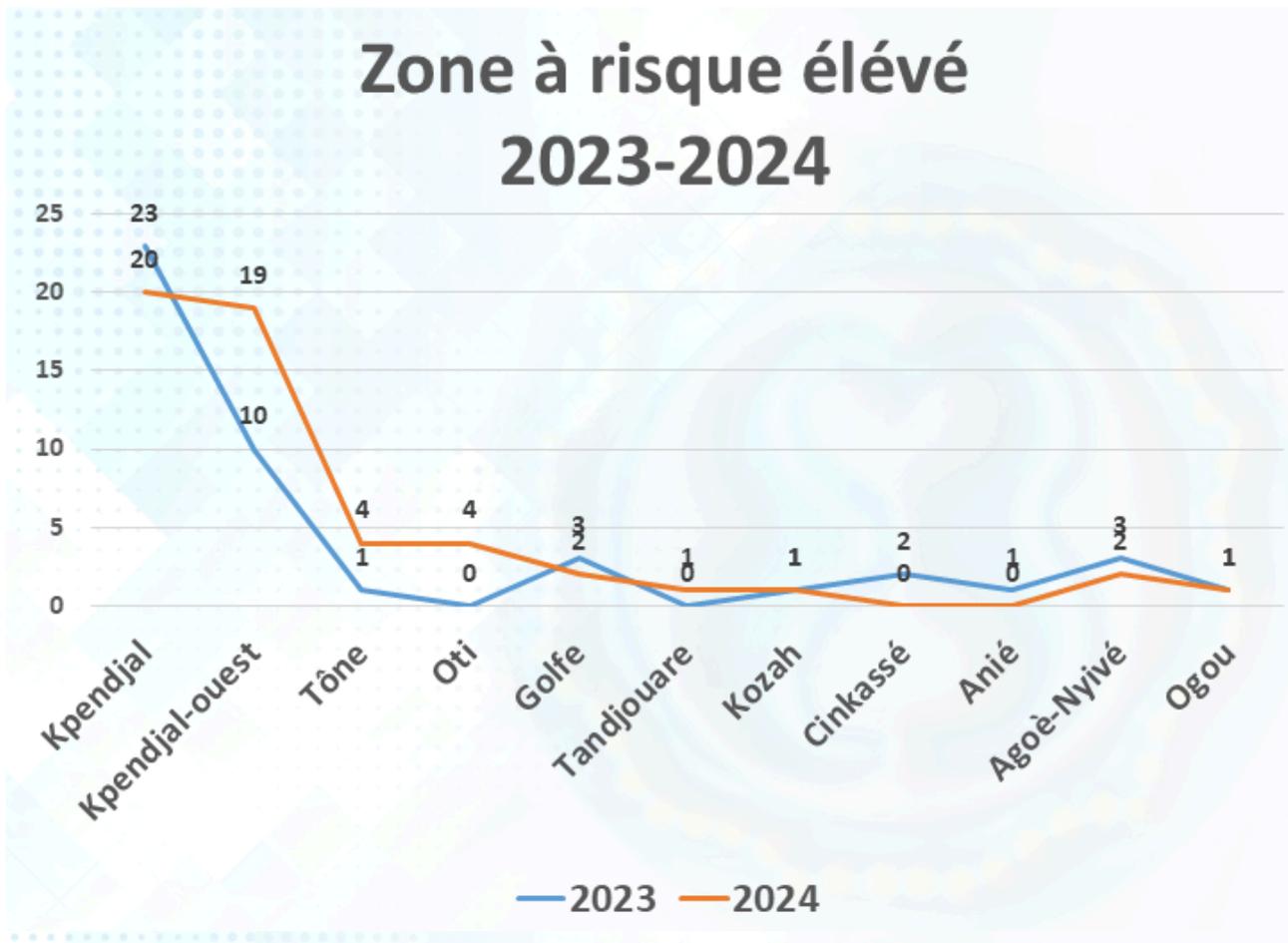
Zones à risque /Année	Zone à risque élevé	Zone à risque Moyen	Zone à risque Bas	Total préfecture
2020 à 2022	12	13	14	39
Année 2023	08	11	20	39
Année 2024	07	09	24	39

6.4. Evolution des zones à risque : de 2023 à 2024



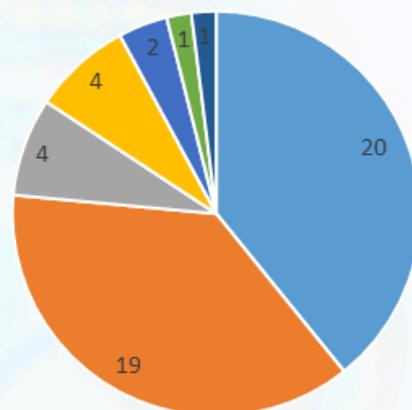
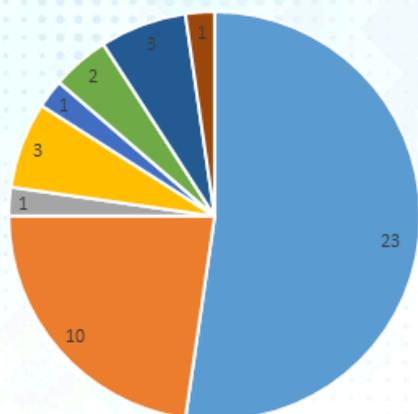
Le nombre de zones à risque élevé de 08 en 2023 à 07 en 2024 est en diminution, comparativement aux années antérieures. Un même constat relevé au niveau des zones à risque moyen, avec un total de 11 en 2023 et 08 en 2024 sur un total de 13 sur la période 2020 à 2022. Durant les deux (2) dernières années (2023 et 2024), on constate donc une diminution des zones à risque. Cette baisse relevée en 2024, peut s'expliquer par les actions de sensibilisation, la mise en œuvre de plusieurs projets par l'Etat, la société civile, avec l'appui des partenaires au développement. L'augmentation affichée, des zones élevées en 2024 s'explique par la persistance du phénomène de l'extrémisme violent et ses corollaires dans la région des Savanes et la recrudescence des crimes organisés (crimes rituels, homicides, vols à main armée et le banditisme).

7. Analyse comparative des zones à risque de 2023 à 2024



Zones à risque élevé 2023

Zones à risque élevé 2024

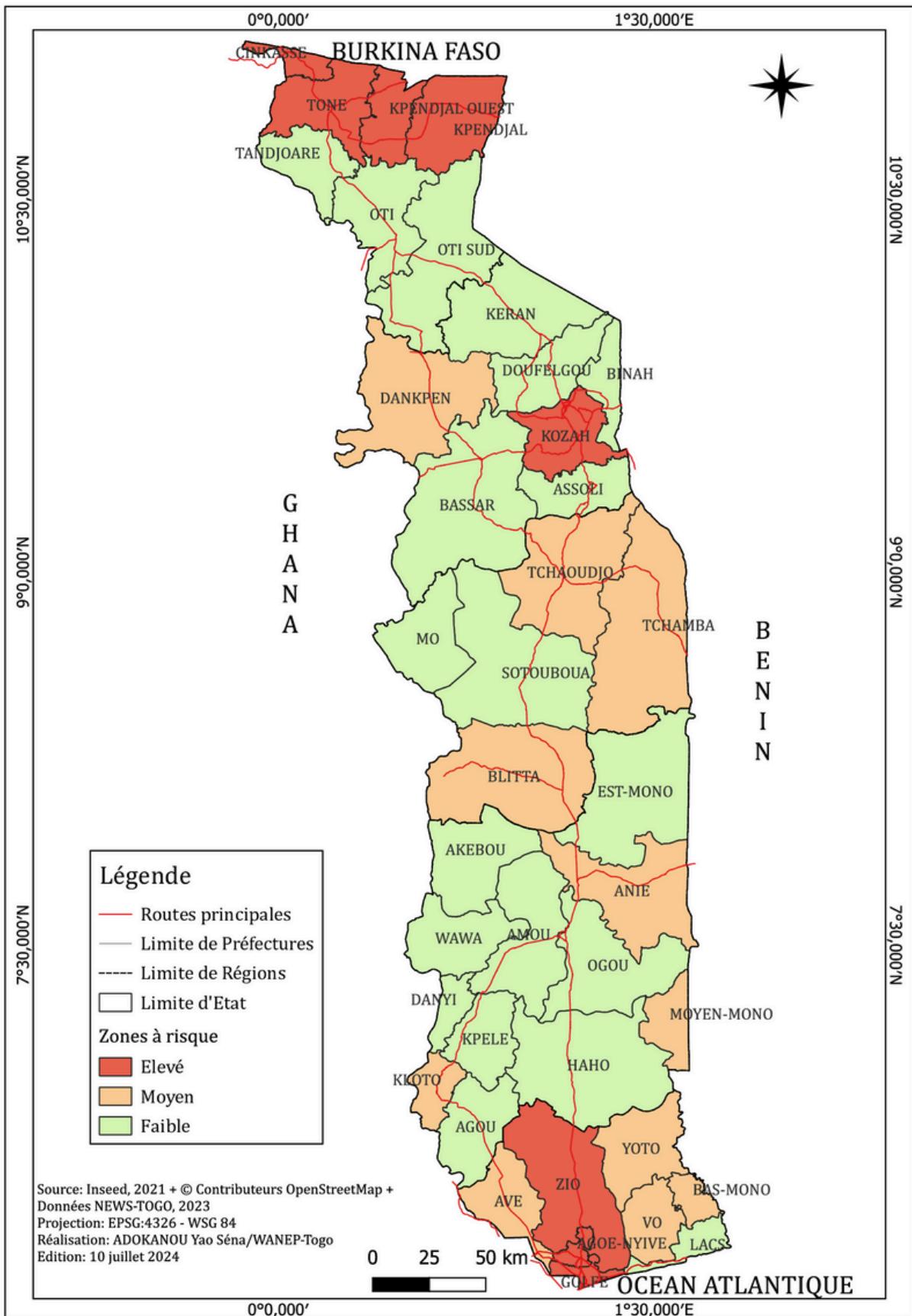


■ Kpendjal ■ Kpendjal-ouest ■ Tône
■ Golfe ■ Kozah ■ Cinkassé
■ Agoè-Nyivé ■ Zio

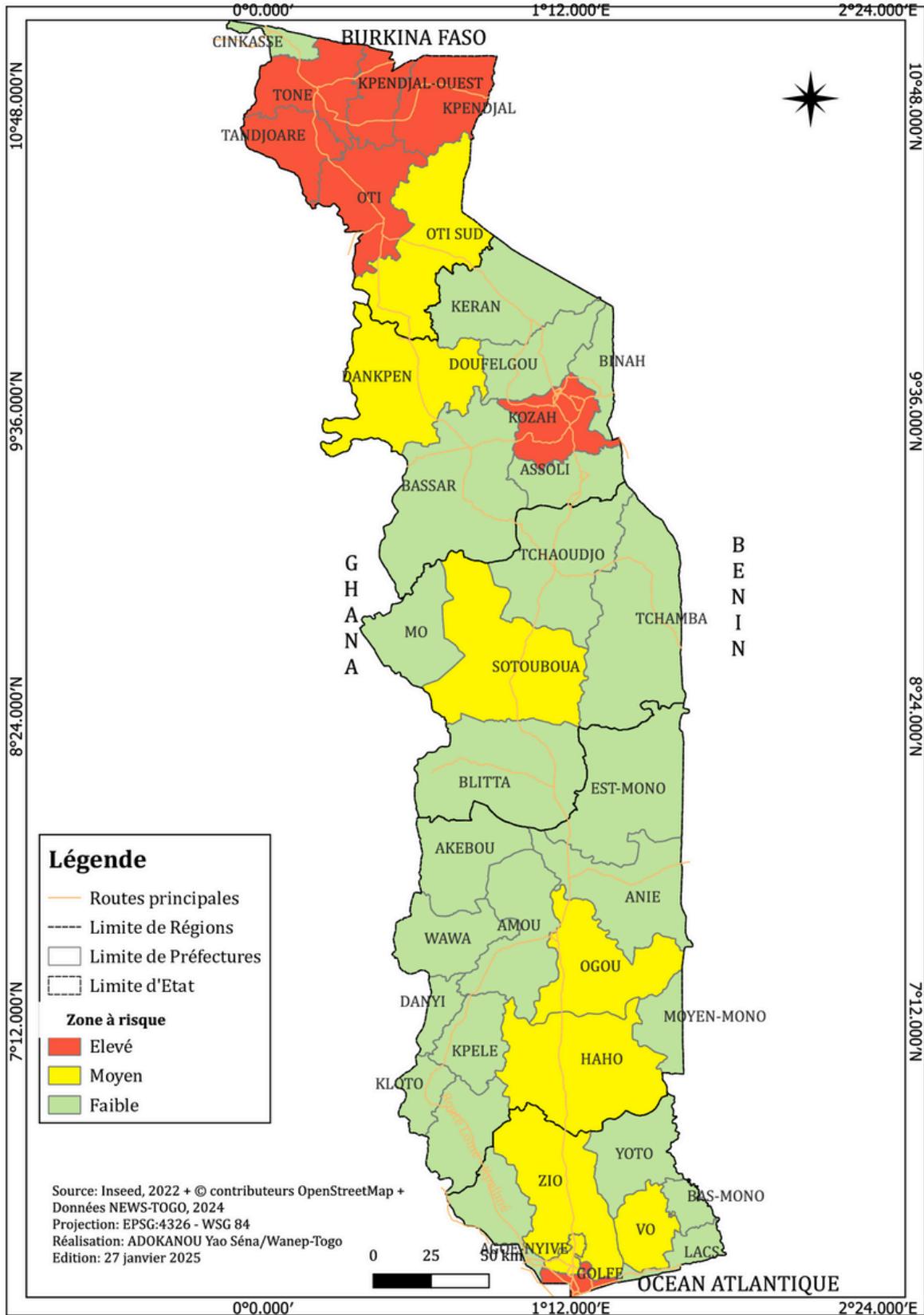
■ Kpendjal ■ Kpendjal-ouest ■ Tône ■ Oti
■ Golfe ■ Tandjouare ■ Kozah

La préfecture de Kpendjal emporte le plus grand nombre d'incidents à risque, la classant en tête de liste des zones à risque élevé. A sa suite, se présentent les préfectures de Kpendjal-ouest, de l'Oti et de Tône. La préfecture de Kozah devra faire l'objet d'attention, de même que celles du Golfe et d'Agoè-Nyivé.

Cartographie des zones à risques de 2023



Cartographie des zones à risques de 2024



Actions de réponse de WANEP-Togo

III. Actions de réponse de WANEP-Togo

1. Documents produits par le NEWS entre 2023 et 2024

Au cours des deux années 2023 et 2024, le NEWS-Togo a produit des rapports qui ont été ventilés aux acteurs, afin d'éclairer leur prise de décisions dans le contexte de la paix et de la sécurité humaine. En 2024, le NEWS a commencé à produire un rapport mensuel exclusivement dédié au suivi de la situation sécuritaire en lien avec l'extrémisme violent.

Type de rapport	Nombre	
	2023	2024
Rapports hebdomadaires (weekly)	52	52
Rapports mensuels de sécurité humaine	12	12
Rapports mensuels spécifiques sur l'extrémisme violent	0	5
Rapports d'incidents soumis par les moniteurs terrain	362	448
Rapports de situation	168	140

2. Quelques activités de réponse réalisées

Sur les conflits agropastoraux, les conflits fonciers et les conflits liés aux ressources naturelles

Une recrudescence des conflits agropastoraux a été observée dans plusieurs localités telles que : Dansoupémé (Bas-Mono1), Dagbati (Vo3), Essowazina (Tchaoudjo1), Koussountou (Tchamba 1), Korbongou (Tone 4), Tado (Moyen-Mono), Mandouri et Tandjouaré dus à la mobilité du bétail dans les champs des propriétaires.

Ce type d'évènements ont occasionné des altercations, des affrontements meurtriers entre des éleveurs et des autochtones parmi lesquels des cultivateurs ainsi que des dégâts matériels (champs dévastés, cases incendiées, des maisons saccagées).

Ces conflits agropastoraux ont causé la mort et les blessures de plusieurs personnes et occasionné des déplacés. Nos données révèlent également que dans ces conflits, des armes blanches comme des machettes, des couteaux ; d'autres armes comme des violences psychologiques et physiques sur des femmes et des enfants ont été utilisées, de même que des haines tribales contre la population peulh dans certaines localités et des cas de violations des droits de l'homme ont été signalés. Toutes ces situations fragilisent le vivre ensemble et la cohésion sociale dans lesdites localités.

En réponse à cette situation, des dialogues communautaires ont été organisés entre les éleveurs et les agriculteurs à Dansoupémé (Bas-Mono 1), Dagbati (Vo 3), Essowazina (Tchaoudjo 1), Korbongou (Tone 4), à Tado (préfecture du Moyen-Mono), Mandouri (Kpendjal 1), Morétan (Est-Mono 2) et Tandjoaré (Tandjoaré1).

A l'issue de ces dialogues, plusieurs éleveurs, agriculteurs, leaders communautaires et autorités administratives ont été touchés. Les problèmes majeurs liés aux conflits agropastoraux dans la préfecture du Moyen-Mono ont été collectés auprès des parties prenantes. Les approches de solutions ou les actions à mener pour la prévention de ces conflits et la consolidation de la paix dans la préfecture ont été proposées par les parties prenantes.



Mandouri, 24 Août 2023 / 11 : 42 : 09, Dialogue communautaire sur la cohabitation, le vivre ensemble et les conflits de transhumance
Photo credit : IBOURAIMA Akimou

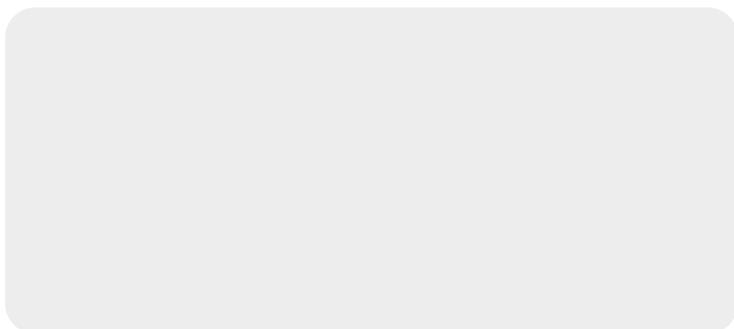


Sur la recrudescence des cas de noyade et d'homicide autour des bassins de rétention d'eau

Une recrudescence des cas de noyade et d'homicide autour des bassins de rétention d'eau a été enregistré, ce qui a conduit à des actions de monitoring qui ont permis de faire l'état des lieux, et formuler des recommandations à l'endroit des acteurs (notamment au sujet de l'insuffisance de dispositifs sécuritaires, de la salubrité, des insuffisances liées à l'éclairage public etc.)

Sur la recrudescence des cas de noyade et d'homicide autour des bassins de rétention d'eau

Une recrudescence des cas de noyade et d'homicide autour des bassins de rétention d'eau a été enregistré, ce qui a conduit à des actions de monitoring qui ont permis de faire l'état des lieux, et formuler des recommandations à l'endroit des acteurs (notamment au sujet de l'insuffisance de dispositifs sécuritaires, de la salubrité, des insuffisances liées à l'éclairage public etc.)



Sur la situation des enfants et ménages gravitant autour abords des feux tricolores à Lomé

WANEP-Togo a noté une augmentation des enfants de rue à divers carrefours de la ville représentant un risque sécuritaire tant pour les enfants eux-mêmes, que pour les usagers de la route et dans une certaine mesure pour le pays. A l'issue de ce constat, des courriers d'alerte et de plaidoyer ont été envoyés aux acteurs concernés. Cette démarche a abouti à des réunions de travail sous l'égide du Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile (MSPC) et au lancement de l'opération « zéro mendiants ».

Sur la recrudescence des explosions d'engins explosifs improvisés dans la région des savanes

A la suite du constat des explosions récurrentes des EEI dans les communautés (y compris les enfants), faisant des victimes parmi les populations, WANEP-Togo a envoyé des courriers d'alerte et de plaidoyer aux acteurs (ministères et institutions) concernés. A la suite de cette action, une campagne de sensibilisation contre les EEI, par le CNL PAL¹⁵ a été enregistré.

¹⁵Commission nationale de lutte contre la prolifération des armes légères et de petit calibre

3. Coopération et Partenariats de WANEP-TOGO avec d'autres institutions

✓ **Partenaires étatiques** : WANEP-TOGO coopère avec plusieurs ministères notamment les ministères de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Chefferie Coutumière ; de la Sécurité et de la Protection Civile ; des Armées ; de l'Action Sociale, de la Solidarité et de la Promotion de la Femme ; du Développement à la Base, de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes ; des Droits de l'Homme, de la Formation à la Citoyenneté, des Relations avec les Institutions de la République. En dehors de ces départements ministériels, WANEP-TOGO a de très bonne relation avec les institutions de la République (CNDH, HCRRUN, Médiateur de la République,...)

✓ **Partenaires techniques et financiers** : Au cours des deux années, WANEP-Togo a collaboré avec des partenaires telles que l'USAID, IRI, le FCIL, Pain Pour le Monde, le KAIPTC, Plan International-Togo, les agences du système des Nations Unies...

✓ **Les autres OSC et le secteur privé** : En collaboration avec d'autres OSC nationales et internationales, WANEP-TOGO a réalisé des activités (APAC-Togo, Spaces for Change, COPAVE, CACIT etc.).

4. Défis, Perspectives et Leçons apprises

Défis

S'il est vrai que le système NEWS de WANEP-TOGO tel que nous venons de l'analyser contribue énormément à la prévention des conflits, il n'en demeure pas moins vrai que ce système est confronté à divers défis aussi bien structurels que conjoncturels.

Financement et investissement dans la prévention

L'un des défis majeurs, auquel est confronté le système NEWS reste celui des finances. En effet, le fonctionnement du système (de la collecte à l'analyse des données) entraîne des frais. Par ailleurs, la mise en œuvre des actions de prévention et des actions de suivi dans les zones de conflit, post conflit ou les zones à risque nécessite un investissement financier.

Collaboration entre les acteurs

Un autre défi à relever est celui de la collaboration entre les parties prenantes pour la mise en œuvre des actions de réponse et des recommandations formulées à leur endroit.

Régularité de la collecte des données et du reporting et la capacité limitée en ressources humaines

Le nombre faible des moniteurs communautaires agit sur l'efficacité de la collecte et la régularité de la soumission des incidents dans le système. La quantité des données soumises dans le système est en partie par le nombre limité des moniteurs.

Perspectives

- Renforcer les cadres de coopération bilatérale avec le gouvernement et les institutions de la République ;
- Continuer par renforcer son système d'alerte précoce, élargir son réseau de moniteurs communautaires et coopérer avec les systèmes nationaux d'alerte précoce pour collecter et analyser des données en temps réel, dans une démarche beaucoup plus prospective afin d'aider les différents acteurs à la prise de meilleures décisions pour la paix et la sécurité du pays ;
- Consolider la coopération de WANEP-Togo avec le secteur privé pour leur accompagnement en matière de Conseil et d'appui et en renforcement de capacités ;
- Continuer de renforcer la synergie d'action avec les autres organisations thématiques de la société civile, pour des actions coordonnées de monitoring et de plaidoyers ;
- Lancer son Comité National de Veille sur la Paix et la Sécurité (CNVPS) dans le cadre de sa vision de diplomatie préventive ;

Leçons apprises dans la mise en œuvre du mécanisme d'alerte précoce en Afrique et au Togo

- La nature et la manifestation des situations à risque ont continué d'évoluer et renforcent donc les arguments en faveur d'un système d'alerte précoce fonctionnel qui fournisse des données, des analyses et des rapports à jour, contribuant à la réponse de l'État aux menaces émergentes pour la paix et la sécurité ;
- Le nouveau changement de paradigme en matière de sécurité de l'État qui inclut la sécurité humaine et les efforts de collaboration entre l'État et la société civile pour répondre aux « nouvelles menaces internes » à la paix et à la sécurité aux niveaux national, régional et continental est une valeur ajoutée ;
- La valeur élevée obtenue grâce à des investissements à faible coût dans l'alerte et la réponse précoces en Afrique justifie l'exploration plus approfondie des mécanismes de prévention des conflits en tant qu'élément clé de la paix et de la sécurité dans la région et sur le continent.

Recommendations

IV. Recommandations

Au Gouvernement

- Continuer de renforcer d'une part, la coopération avec les forces armées des pays voisins ainsi que les autres mécanismes régionaux existants¹⁶ pour partager des renseignements et coordonner les opérations transfrontalières et d'autre part, l'efficacité des mécanismes nationaux (CIPLEV et PURS) pour l'atteinte des objectifs qui leurs sont assignés ;
- Continuer de renforcer les actions civilo-militaires en développant des offres de services de l'action sociale des armées en faveur des populations pour instaurer la confiance et encourager la collaboration ;
- Evaluer et accentuer la mise en œuvre des projets de développement conduits par le Programme d'Urgence de Renforcement de la Résilience et de la Sécurité des communautés (PURS) dans les milieux défavorisés au Togo et plus particulièrement dans la région des Savanes ;
- Rendre opérationnelle la cellule d'Analyse Criminelle (ANACRIM), récemment inauguré pour renforcer les mesures existantes d'alerte et de lutte contre la criminalité transnationale et l'extrémisme violent dans la région des Savanes, marquée également par des actes de banditisme ;
- Continuer de renforcer la législation nationale en matière de cybersécurité et les mécanismes de prévention et de réponse face à la cybermalveillance ;
- Renforcer davantage la cohésion sociale, évaluer et accentuer la mise en œuvre des projets de développement dans les milieux défavorisés au Togo et plus particulièrement dans la région des Savanes ;
- Continuer de favoriser les cadres de promotion de l'espace civique et la protection des droits humains ;
- Veiller au maintien d'un climat apaisé durant le processus d'organisation des élections sénatoriales ;
- Evaluer et renforcer davantage les mesures de prévention et de gestion des incendies dans les marchés publics ;
- Veiller à ce que les auteurs de corruption identifiés par l'Autorité de régulation de la commande publique (ARCOP) soient poursuivis et sanctionnés, quel que soit leur statut social ou politique et qu'une communication soit faite à l'endroit de l'opinion publique ;
- Poursuivre les corrections et les verbalisations des contrevenants au code de la route ;
- Accélérer l'opérationnalisation officielle des radars pour renforcer les mécanismes de sécurité routière.

¹⁵L'Initiative d'Accra (IA), ECOWAS Early Warning System (ECOWARN), African Union mechanism for Police Cooperation (AFRIPOL), Comité des Services Renseignements et de Sécurité Africains (CISSA), Direction Exécutive du Comité Contre le Terrorisme (DECTD), Organisation des Nations Unies de lutte Contre le Terrorisme (ONUCT) etc.

- Renforcer la sécurité des passerelles piétonnes sur les voies publiques et la sensibilisation des usagers de la route sur leur fonctionnement ;
- Accroître les efforts en matière d'électrification des communautés, des routes et des abords des bassins de retenue d'eau ;
- Renforcer les instruments et les mécanismes nationaux et endogènes de réponse à la violence sexiste ;
- Adopter et vulgariser les textes et dispositions légales sur les violences basées sur le genre.

Aux partenaires au développement

- Appuyer l'Etat togolais à continuer par renforcer les équipements de pointe des FDS pour la surveillance, les communications, et les opérations sur le terrain ;
- Continuer de multiplier les programmes de développement socio-économique dans les zones touchées par la violence terroriste, afin de réduire les conditions favorisant l'extrémisme ;
- Continuer de soutenir l'Etat dans le renforcement des actions civilo-militaires en développant des offres de services de l'action sociale des armées, afin de renforcer la confiance et encourager la collaboration ;
- Dans le cadre des préparatifs de l'organisation des élections sénatoriales au Togo, appuyer les Organisations de la Société Civile de la région des Savanes dans des actions de sensibilisation pour veiller au maintien d'un climat apaisé durant le processus ;
- Appuyer les Organisations de la Société Civile de la région dans leurs actions de transformation sociale.

A la société civile

- Renforcer la synergie d'actions dans les activités de plaidoyers politiques du gouvernement;
- Renforcer la synergie d'actions dans la lutte contre les violences basées sur le genre et les violences domestiques;
- Poursuivre des actions de sensibilisation à l'endroit de la population pour atteindre les objectifs de transformation des conflits ;
- Multiplier les initiatives pour veiller à la sauvegarde d'un climat de paix durant le processus des élections sénatoriales.

Conclusion

Ce rapport a mis en lumière les défis complexes auxquels notre pays le Togo est confronté en matière de sécurité humaine durant la période 2023-2024, ainsi que la contribution de la branche togolaise du Réseau Ouest Africain pour l'Édification de la Paix (WANEP-TOGO) à travers son Système National d'Alerte Précoce (NEWS). Les données analysées révèlent sur la période considérée, une augmentation préoccupante des incidents liés à la criminalité organisée et à l'extrémisme violent, ainsi qu'aux problèmes de démocratie et de gouvernance. Il est important de souligner l'importance d'une approche globale, collective et inclusive de la sécurité humaine. Le rôle de la société civile, à l'instar de WANEP-TOGO, est essentiel dans ce processus.

Les actions entreprises par notre organisation, telles que les actions de médiation des conflits, les plaidoyers politiques, les projets de résilience économique et le renforcement des capacités, ont eu un impact positif sur la prévention des conflits. Cependant, des défis persistent, notamment en matière de financement, de collaboration entre les acteurs et de capacités en ressources humaines. Face à ces enjeux, il est crucial de renforcer la collaboration entre l'État, les partenaires internationaux, la société civile et les citoyens. La prévention des conflits est un investissement essentiel pour une paix durable. Nous plaidons donc que : L'État togolais renforce les mécanismes de prévention et de lutte contre la criminalité organisée et l'extrémisme violent, ainsi que les mesures de protection des droits humains et de promotion de l'espace civique. A l'endroit des partenaires au développement, nous vous encourageons à soutenir les efforts de l'État et de la société civile, notamment dans les zones touchées par l'extrémisme violent, en multipliant les programmes de développement socio-économique et en renforçant les équipements de pointe des forces de sécurité. Quant à la société civile, nous lançons un appel à renforcer notre synergie d'action dans les activités de plaidoyer et à poursuivre ensemble nos efforts de sensibilisation pour la prévention, la résolution et transformation des conflits. Ensemble, œuvrons pour un Togo plus paisible et une Afrique de l'Ouest plus stable.

Merci à nos partenaires



AMBASSADE DU DANEMARK



USAID
FROM THE AMERICAN PEOPLE



With funding from
Austrian
Development
Cooperation



☎ 00228 22 25 27 84 / 93 61 21 21

✉ newsmanager-togo@wanep.org / wanep-togo@wanep.org

🌐 www.wanep.org/news ; www.waneptogo.org ; www.wanep.org